

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2809

[C — 27579]

**20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution du décret du 7 juillet 1994
concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 du Conseil régional wallon attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 7 juin 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, notamment les articles 3, 4 et 6;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 1er. — De la procédure d'agrément

Art. 2. Les demandes d'agrément des institutions désireuses d'assurer la médiation de dettes au sens de l'article 1er, 13° de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation sont adressées par lettre recommandée à l'Administration de l'Action sociale et de la Santé.

Art. 3. Pour être recevable, la demande d'agrément est accompagnée d'un dossier comprenant:

- 1° la dénomination, le siège, la durée et l'objet social de l'institution;
- 2° un aperçu des besoins constatés, des moyens dont la mise en œuvre est envisagée pour y faire face et de l'aire d'activité normalement couverte par l'institution;
- 3° la décision, par l'organe compétent de l'institution, de s'engager dans une activité de médiation de dettes;
- 4° les derniers comptes approuvés de l'institution et une indication de la disponibilité des moyens financiers nécessaires à la rémunération des personnes et des services visés à l'article 4 du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;
- 5° l'engagement, par l'organe compétent de l'institution de se conformer aux dispositions légales et réglementaires applicables aux institutions qui pratiquent la médiation de dettes, notamment en matière de personnel spécialisé et de fournir sur sa demande au Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions, tous renseignements pouvant permettre de le vérifier;
- 6° le projet motivé du tarif des frais du coût réel de la médiation;
- 7° l'attestation, signée par chaque membre de l'instance dirigeante de l'association et par chaque membre du personnel qui, en raison de ses attributions, participe directement à l'exercice de l'activité de médiation de dettes, qu'il ne figure pas dans une des catégories énumérées à l'article 78 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;
- 8° le certificat attestant la formation spécialisée ou la déclaration justifiant l'expérience professionnelle utile des personnes visées à l'article 4 du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes.

Les centres publics d'aide sociale et les associations de centres publics d'aide sociale sont dispensés de fournir les informations visées à l'alinéa 1er, 1°, 4° et 6°. En revanche, les centres publics d'aide sociale joignent le procès-verbal de la réunion du comité de concertation visé à l'article 26, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, relative à la création du service de médiation de dettes.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions statue sur la demande d'agrément dans les deux mois de la réception de tous les documents et données mentionnés à l'article 3.

Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 3, le demandeur en est avisé endéans le mois. A défaut d'avis en ce sens dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Art. 5. Les décisions d'octroi, de refus ou de retrait d'agrément sont motivées.

Les décisions de refus ou de retrait d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 6. Le renouvellement de l'agrément pour une période de six ans doit être demandé six mois au plus et trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours. La demande se fait par lettre recommandée à la poste adressée à l'Administration de l'Action sociale et de la Santé qui en assure l'instruction et doit être accompagnée du dossier visé à l'article 3.

Le Ministre statue sur la demande de renouvellement dans les deux mois de sa réception. A défaut pour le Ministre de statuer dans ce délai, l'institution est sensée être agréée provisoirement pour un délai de six mois prenant cours à partir de la date d'expiration de l'agrément. Le renouvellement de l'agrément est accordé pour autant que l'institution ait satisfait aux obligations légales et réglementaires qui lui incombent en vertu du décret du 7 juillet 1994 relatif à l'agrément.

Art. 7. Le refus ou le retrait de l'agrément, le non renouvellement de l'agrément est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours doit être introduit par envoi recommandé, dans les deux mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions qui le soumet au Gouvernement.

Art. 8. Une copie de toutes les décisions relatives à une attribution, un renouvellement, un refus ou un retrait d'agrément est signifiée au Ministre fédéral qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 9. L'Administration de l'Action sociale et de la Santé tient à jour la liste des institutions agréées pour la pratique d'une activité de médiation de dettes.

CHAPITRE II. — Du tarif maximum applicable par les institutions pratiquant la médiation de dettes

Art. 10. Le tarif maximum applicable par les institutions privées agréées pratiquant la médiation de dettes est fixé comme suit :

- 1° établissement initial du bilan financier global du demandeur : 2 500 F;
- 2° négociation d'un plan d'apurement avec les créanciers : 1 500 F;
- 3° préparation des conclusions en vue d'une comparution en justice : 1 200 F.

Art. 11. Ce tarif est rattaché à l'indice des prix à la consommation et correspond à l'indice de références 118.25 (base 1988). Il est adapté au 1er janvier de chaque année.

Art. 12. Les institutions privées agréées ne réclament, outre les frais, directement liés à la procédure de médiation de dettes, que les montants prévus à l'article 10.

CHAPITRE III. — De la formation

Art. 13. La formation spécialisée visée à l'article 4 du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est attestée par un certificat délivré à l'issue de la participation à un programme de trente heures au moins de cours théoriques portant sur les matières suivantes :

- 1° droit des obligations;
- 2° crédit hypothécaire;
- 3° crédit à la consommation;
- 4° contentieux de l'inexécution de la dette et voies d'exécution;
- 5° aspects méthodologiques de la médiation de dettes.

En conclusion du programme de formation, et deux semaines au moins après les cours théoriques, une journée au moins est consacrée à l'étude pratique de cas.

Art. 14. L'expérience utile de trois ans visée à l'article 4 du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est attestée par une déclaration motivée écrite, soit de l'employeur, soit du bâtonnier de l'Ordre des avocats d'un barreau.

Art. 15. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 20 octobre 1994.

Le Ministre-Président, chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 2809

[C — 27579]

20 OKTOBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 6;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Erkenningsprocedure

Art. 2. Instellingen die aan schuldbemiddeling willen doen in de zin van artikel 1, 13° van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, moeten hun aanvraag om erkenning bij aangetekende brief aan het Bestuur van Sociale Actie en Gezondheid richten.

Art. 3. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om erkenning ingediend worden met de volgende stukken :

- 1° de naam, de zetel, de duur en het maatschappelijk doel van de instelling;
- 2° een overzicht van de vastgestelde behoeften, de geplande middelen om er in te voorzien en de normale actieradius van de instelling;
- 3° de door het bevoegde orgaan van de instelling genomen beslissing aan schuldbemiddeling te doen;
- 4° de laatste goedgekeurde rekeningen van de instelling en een bewijs van de beschikbare financiële middelen vereist voor de vergoeding van de personen en diensten, bedoeld in artikel 4 van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;
- 5° de door het bevoegde orgaan van de instelling aangegane verbintenis zich te schikken naar de wettelijke en reglementaire bepalingen van toepassing op instellingen voor schuldbemiddeling, met name inzake gespecialiseerd personeel, en op verzoek van de Minister van Sociale Actie alle inlichtingen te verschaffen om te kunnen nagaan of de verbintenis wordt nagekomen;

6° het met redenen omkleed ontwerp van tarief van de onkosten verbonden aan de reële kost van de bemiddeling;

7° het attest, ondertekend door elk lid van het leidende orgaan van de instelling en door elk personeelslid dat omwille van zijn bevoegdheden rechtstreeks aan schuldbemiddeling doet, dat hij/zij niet voorkomt in één van de categorieën bedoeld in artikel 78 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

8° het getuigschrift van de gespecialiseerde opleiding of de verklaring van nuttige beroepservaring van de personen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn vrijgesteld van het verstrekken van de in het eerste lid, 1°, 4° en 6°, bedoelde inlichtingen.

Daarentegen moeten de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de notulen bijvoegen van de vergadering van het in artikel 26, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedoelde overlegcomité, i.v.m. de oprichting van de dienst voor schuldbemiddeling.

Art. 4. De Minister van Sociale Actie beslist over de aanvraag om erkenning binnen twee maanden na ontvangst van alle in artikel 3 bedoelde stukken en gegevens.

Indien niet alle stukken en gegevens bij de aanvraag zijn gevoegd, wordt de aanvrager binnen de maand verwittigd. Indien hij binnen die termijn niet is ingelicht, wordt de aanvraag als volledig en regelmatig beschouwd.

Art. 5. De beslissingen inzake toekenning, weigering of intrekking van de erkenning moeten met redenen omkleed zijn.

De beslissingen inzake weigering of intrekking van de erkenning worden de aanvrager bij aangetekende brief medegedeeld.

Art. 6. De vernieuwing van de erkenning voor een periode van zes jaar moet hoogstens zes maanden en minstens drie maanden vóór het verstrijken ervan aangevraagd worden. De aanvraag moet samen met het in artikel 3 bedoelde dossier bij aangetekende brief ingediend worden bij het Bestuur van Sociale Actie, waar ze onderzocht zal worden.

De Minister beslist over de aanvraag om vernieuwing binnen twee maanden na ontvangst ervan. Als hij binnen die termijn niet heeft beslist, wordt de instelling geacht te zijn erkend voor een termijn van zes maanden met ingang van de datum waarop de erkenning verstrijkt. De vernieuwing van de erkenning wordt toegestaan voor zover de instelling heeft voldaan aan de wettelijke en reglementaire verplichtingen die op haar rusten krachtens het decreet van 7 juli 1994.

Art. 7. De weigering, de intrekking of het niet vernieuwen van de erkenning kunnen aanleiding geven tot een beroep bij de Regering.

Het beroep moet binnen twee maanden na de betekening van de omstreden beslissing bij aangetekende brief ingediend worden bij de Minister van Sociale Actie die het aan de Regering voorlegt.

Art. 8. Een afschrift van elke beslissing inzake toekenning, vernieuwing, weigering of intrekking van erkenning wordt aan de federale Minister van Economische Zaken gericht.

Art. 9. Het Bestuur van Sociale Actie en Gezondheid houdt de lijst bij van de voor schuldbemiddeling erkende instellingen.

HOOFDSTUK II. — *Maximumtarief toepasselijk door instellingen voor schuldbemiddeling*

Art. 10. Het maximumtarief toepasselijk door erkende privé-instellingen voor schuldbemiddeling is vastgesteld als volgt :

1° oorspronkelijke vaststelling van de globale financiële balans van de aanvrager : 2 500 F

2° onderhandeling met de schuldeisers over een aanzuiveringsplan : 1 500 F

3° voorbereiding van de conclusies met het oog op een verschijning voor de rechtbank : 1 200 F

Art. 11. Dat tarief wordt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en stemt overeen met de referentie-index 116,25 (basis 1988). Het wordt jaarlijks op 1 januari aangepast.

Art. 12. Behalve de rechtstreeks aan de schuldbemiddelingsprocedure verbonden kosten vorderen de erkende privé-instellingen slechts de in artikel 10 bedoelde bedragen.

HOOFDSTUK III. — *Opleiding*

Art. 13. De gespecialiseerde opleiding bedoeld in artikel 4 van het decreet 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling wordt bewezen aan de hand van een getuigschrift dat afgeleverd wordt na deelneming aan een programma van minstens dertig uren theorielessen in de volgende materies :

1° verbintenissenrecht;

2° hypothecair krediet;

3° consumentenkrediet;

4° geschil over de niet-uitvoering van de schuld en uitvoeringsmiddelen;

5° methodologische aspecten van de schuldbemiddeling.

Na het opleidingsprogramma wordt, minimum twee weken na de theorielessen, minstens één dag aan het onderzoek van praktische gevallen besteed.

Art. 14. De nuttige ervaring van drie jaar, bedoeld in artikel 4 van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, wordt aangetoond aan de hand van een schriftelijke gemotiveerde verklaring, hetzij van de werknemer, hetzij van de stafhouder van de Orde der advocaten bij een balie.

Art. 15. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 oktober 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX